

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Offensive libérale contre les services publics

# Les bons conseils de l'OCDE

- Economie -

Date de mise en ligne : vendredi 30 mai 2003

---

Démocratie & Socialisme

---

**Le texte ci-dessous provient d'une publication de l'OCDE : le « Cahier de politique économique No 13 ». Il circule sur Internet depuis quelques semaines. On aurait pu croire à un faux. Mais non, il est accessible en version intégrale à l'adresse :**

<http://www.oecd.org/pdf/M00005000/M...> sur le site même de l'OCDE

Cynisme ? Pas vraiment puisque, pour l'auteur, la réduction des dépenses publiques, la baisse du coût du travail etc. sont l'incarnation du « Bien » avec à peu près autant d'évidence et de fanatisme que le fait d'écraser un boeing sur les tours du World Trade Center l'était pour les kamikazes d'Al-Qaida.

Toujours pour cet auteur, la répression dans le sang des émeutes causées par les politiques d'austérité ne constitue qu'un dernier recours dont on doit essayer de faire l'économie notamment en divisant habilement les populations en colère. Bref on voit là de quelle sorte d'humanisme s'est nourri la pensée de notre bon Raffarin...

*« (...)Si les analyses sur de larges échantillons ont montré une relation entre ces mesures d'austérité et les grèves, les études de cas nous ont aussi montré qu'il existe une marge de manoeuvre pour un gouvernement, qui a été exploitée avec succès dans certains pays comme le Maroc ou la Côte d'Ivoire. Les salaires nominaux peuvent être bloqués (ce qui allège rapidement la masse salariale en termes réels si le taux d'inflation atteint 7 ou 8 pour cent) ; on peut ne pas remplacer une partie des salariés qui partent en retraite ; ou bien l'on peut supprimer des primes dans certaines administrations, en suivant une politique discriminatoire pour éviter un front commun de tous les fonctionnaires. Évidemment, il est déconseillé de supprimer les primes versées aux forces de l'ordre dans une conjoncture politique difficile où l'on peut en avoir besoin. Comme on le voit, pourvu qu'il fasse des concessions stratégiques, un gouvernement peut, en procédant de manière graduelle et par mesures sectorielles (et non globales), réduire les charges salariales de manière considérable. L'essentiel est d'éviter un mouvement de grève générale dans le secteur public qui remettrait en question un objectif essentiel du programme de stabilisation : la réduction du déficit budgétaire.*

*Après cette description des mesures risquées, on peut, à l'inverse, recommander de nombreuses mesures qui ne créent aucune difficulté politique. Pour réduire le déficit budgétaire, une réduction très importante des investissements publics ou une diminution des dépenses de fonctionnement ne comportent pas de risque politique. Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la **quantité** de service, quitte à ce que la **qualité** baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles, ou supprimer telle activité. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population (...) »*